

IV – DROITS SOCIAUX DÉTENUS A CE JOUR DANS UNE SOCIÉTÉ MEMBRE DE L'ORDRE

Région ordinale du siège social	N° de dossier de la société	Raison sociale	Droits sociaux détenus		Date de début de détention des droits	Fonctions au sein de la société	exercice effectif dans cette société ?
			Nombre	%			

V – RESPONSABILITÉS OU ACTIVITÉS DIVERSES

Préciser ici les responsabilités diverses ou fonctions ainsi que les organismes concernés (exemple : fonctions électorales nationales ou territoriales, centre de gestion, association agréée de professions libérales, enseignements universitaires, etc.)

NOM DE L'ORGANISME	FONCTION	DATE DE PRISE DE FONCTIONS	COMMENTAIRES

Je certifie sincères et véritables les informations contenues dans le présent questionnaire.

Je m'engage à faire connaître au Conseil régional de l'Ordre, dans un délai maximum d'un mois, tout changement intervenu dans mon adresse ou ma situation professionnelle, et à joindre les justificatifs correspondants.

Fait à :

Le

(Faire précéder la signature de la mention manuscrite « certifié exact »)

.../...

**LISTE DES PIÈCES A RETOURNER
DES RECEPTION DU PRESENT QUESTIONNAIRE**

- 1. Questionnaire obligatoire pour l'enquête de moralité dûment rempli (Annexe n° 1)**
- 2. Copie du diplôme d'expertise comptable⁷ ou autorisation d'inscription au Tableau de l'Ordre (article 7 bis, articles 26 ou 27...)**

L'enquête de moralité obligatoire est diligentée à chaque demande d'inscription. Afin de ne pas retarder cette formalité, qui peut être longue, nous vous demandons de nous faire parvenir le questionnaire correspondant à l'annexe 1 dûment complété par retour du courrier, accompagné de la copie de votre diplôme ou de votre autorisation d'inscription au Tableau sans attendre d'avoir réuni les autres pièces du dossier.

LISTE DES PIÈCES A RETOURNER AVEC LE QUESTIONNAIRE

- Deux photos d'identité dont une collée dans le cadre photo du présent questionnaire
- 4. Autorisation d'usage d'un précédent nom marital⁸
- 5. Photocopie recto / verso de la carte nationale d'identité
- 6. Copie du bail des locaux dans lesquels vous vous proposez d'exercer votre profession ou justificatif de la propriété des locaux et de la possibilité d'y exercer la profession
- 7. Justificatif de la situation professionnelle à la date de la demande⁹
- 8. Attestation d'indépendance accompagnée des justificatifs (Annexe n°2)
- 9. Certificat de fin de contrat de votre employeur, s'il n'est pas membre de l'Ordre, ou attestation de votre employeur, s'il est membre de l'Ordre (Annexe n°3-modèle n°2)
- 10. Attestation provisoire justifiant de votre souscription à une assurance de responsabilité civile professionnelle auprès d'une compagnie de votre choix (Annexe n° 4-1), ou attestation d'assurance de votre employeur, membre de l'Ordre, personne physique ou morale, précisant que vous êtes couvert(e) par le contrat qu'il a souscrit (Annexe n° 4-2) ;
- 11. Un droit d'entrée de ... € sera à verser dès réception de la notification d'inscription (sur facture adressée par le Conseil régional)
- 12. Curriculum vitæ
- 13. Liste des diplômes dûment remplie en précisant la date d'obtention des diplômes (Annexe n°5).

⁷ Le certificat de conformité doit être apposé par une autorité administrative compétente (mairie...)

⁸ Pour les femmes mariées souhaitant faire usage de ce précédent nom marital comme nom usuel.

⁹ Certificat de travail de l'employeur actuel, certificat ASSEDIC ou certificat INSEE REPERTOIRE NATIONAL DES ENTREPRISES ET DE LEURS ETABLISSEMENTS.

ANNEXE 1
QUESTIONNAIRE OBLIGATOIRE
EN VUE DE L'ENQUETE DE MORALITE

(A nous transmettre PAR RETOUR DU COURRIER)

QUESTIONNAIRE REÇU LE (réservé au CR)	DEMANDE D'ENQUETE DU :

NOM

PRENOMS

NOM de jeune fille.....

Date et lieu de Naissance

Nationalité :

Domicile actuel :

NOM du
père.....

NOM de la mère
.....

Adresse professionnelle actuelle :

Numéro de téléphone nous permettant de vous joindre impérativement :

Adresse des services fiscaux auxquels a été adressée la dernière déclaration de revenus :

Adresse des services fiscaux auxquels ont été adressées les déclarations fiscales
antérieures (si différente de la précédente) :

Fait le à

Signature

ANNEXE 2
DECLARATION D'INDEPENDANCE PROFESSIONNELLE

Je soussigné (e) :

NOM :

PRENOMS :

DOMICILE :

.....

PROFESSION ACTUELLE :

sollicitant mon inscription au Tableau de l'Ordre de la région Guyane en qualité d'expert-comptable,

déclare¹⁰ :

- n'avoir, dès maintenant, aucune attache salariée avec employeur autre qu'un membre de l'Ordre des Experts-Comptables
- avoir pris toute disposition pour réaliser mon indépendance professionnelle à compter du :
.....¹¹
- que j'exercerai la profession comme salarié (e)¹²
 - de Mme / Melle / M., expert-comptable,
 - de la société
inscrit (e) au Tableau de l'Ordre de la Région de
- que j'exercerai la profession en qualité de¹³
de la société, inscrite à l'Ordre
- que j'exercerai la profession à titre indépendant
- m'engager à n'accepter dans l'avenir aucune fonction, aucun emploi et à n'exercer aucune activité incompatible avec les prescriptions, reproduites au verso, de l'article 22 de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 ci-dessous, et à faire respecter par mon conjoint et mes employés, les dispositions qui leur sont applicables.

A.....

Le.....

Faire précéder la signature de la mention manuscrite « lu et approuvé »

¹⁰ Rayer les mentions inutiles

¹¹ Joindre une attestation du dernier employeur confirmant cette date

¹² Joindre une attestation de l'employeur selon le modèle n°1 ci-après

¹³ En cas d'exercice en qualité d'associé, joindre une attestation du représentant légal de la société selon le modèle n°2 ci-après. En cas d'exercice en qualité de mandataire social, préciser la nature du mandat social exercé (président du conseil d'administration, directeur général, gérant....) et joindre un justificatif (extrait K bis - PV d'assemblée...)

Article 22 de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945

Les fonctions de membre de l'ordre sont incompatibles avec toute occupation ou tout acte de nature à porter atteinte à son indépendance, en particulier :

- avec tout emploi salarié, sauf chez un autre membre de l'ordre ou dans une société reconnue par l'ordre ;
- avec tout acte de commerce ou d'intermédiaire autre que ceux que comporte l'exercice de la profession ;
- (*loi n° 94-679 du 8 août 1994, art. 46*) avec tout mandat de recevoir, conserver ou délivrer des fonds ou valeurs ou de donner quittance.

Il est en outre interdit aux membres de l'ordre et aux sociétés reconnues par lui d'agir en tant qu'agent d'affaires, d'assumer une mission de représentation devant les tribunaux de l'ordre judiciaire ou administratif, d'effectuer des travaux d'expertise comptable, de révision comptable ou de comptabilité pour les entreprises dans lesquelles ils possèdent directement ou indirectement des intérêts substantiels.

Ils peuvent toutefois accepter des mandats gratuits d'administrateur dans des associations ou des sociétés à but non lucratif ainsi que des missions d'expert qui leur sont confiées par décision de justice. Ils peuvent aussi remplir les fonctions d'arbitre et celles de commissaire de sociétés dans les conditions prévues par la loi sur les sociétés commerciales.

Ils peuvent également donner des consultations, effectuer toutes études et tous travaux d'ordre statistique, économique, administratif, juridique ou fiscal et apporter leur avis devant toute autorité ou organisme public ou privé qui les y autorise mais sans pouvoir en faire l'objet principal de leur activité et seulement s'il s'agit d'entreprises dans lesquelles ils assurent des missions d'ordre comptable de caractère permanent ou habituel ou dans la mesure où lesdites consultations, études, travaux ou avis sont directement liés aux travaux comptables dont ils sont chargés.

Les interdictions ou restrictions édictées par les trois alinéas précédents s'étendent au conjoint des membres de l'ordre, à leurs employés salariés et à toute personne agissant pour leur compte ou ayant avec eux des liens ou des intérêts communs estimés substantiels.

Les membres de l'ordre peuvent participer à l'enseignement professionnel : toutefois, sauf pour les professeurs de l'enseignement public, les missions définies à l'article 2 ci-dessus doivent demeurer l'objet principal de leur activité. Ils peuvent donc procéder à des travaux et études de statistiques et de documentation économique pour le compte des entreprises privées et des organismes professionnels.

Les membres de l'ordre qui n'exercent pas leur profession sous contrat d'emploi et les sociétés inscrites au tableau ne peuvent consacrer leur activité en majeure partie à des travaux concernant une seule entreprise, un seul groupe financier ou une seule communauté d'intérêt.

Annexe 3

Modèle n° 1 – Attestation de l'employeur expert-comptable
Exercice en qualité de salarié d'un cabinet ou d'une société d'expertise comptable

A ETABLIR SUR PAPIER A EN-TETE

ATTESTATION

Je soussigné (e) (nom, prénom).....

Agissant en qualité de (fonction)

de la société /du cabinet d'expertise comptable

inscrit (e) au Tableau de l'Ordre de

atteste que

Melle / Mme / M. (nom et prénom du candidat)

.....

demeurant à (adresse domicile).....

.....

qui demande son inscription au Tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de

.....

exercera la profession d'expert-comptable en qualité de salarié (e) de ladite société / dudit cabinet.

Fait à

Le

Signature

Annexe 3
Modèle n° 2 – Attestation du représentant légal de la société
Exercice en qualité d'associé d'une société d'expertise comptable

A ETABLIR SUR PAPIER A EN-TETE

ATTESTATION

Je soussigné (e) (nom, prénom).....

Agissant en qualité de (fonction)

de la société d'expertise comptable.....

inscrite au Tableau de l'Ordre de

atteste que

Melle / Mme / M. (nom et prénom du candidat).....

.....

demeurant à (adresse domicile).....

.....

qui demande son inscription au Tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de

.....

exercera la profession d'expert-comptable en qualité d'associé (e) de ladite société.

Fait à

Le

Signature

Annexe 4-1
**ATTESTATION PROVISOIRE D'ASSURANCE
RESPONSABILITÉ CIVILE PROFESSIONNELLE**
Exercice de la profession à titre indépendant

Je soussigné (e) :
Qualité :
Adresse :
.....

Atteste au nom de la Compagnie d'assurances :

que Mme / Melle / M.

Adresse :
.....

qui sollicite son inscription à l'Ordre des Experts-Comptables de la région
.....

a souscrit un contrat d'assurance n° par lequel il / elle bénéficiera
des garanties conformes aux dispositions du décret n° 96-49 du 22 janvier 1996, pris en
application de l'article 17 de l'Ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945.

La prise d'effet de ce contrat sera la date de l'inscription à l'Ordre de la région Guyane.

Dès que nous aurons connaissance de cette date, nous adresserons directement au Conseil
régional de l'Ordre une attestation définitive.

La présente attestation a été délivrée pour être remise au Conseil régional de l'Ordre en vue
de compléter le dossier d'inscription.

Fait à
Le

Cachet Professionnel
et Signature de l'Assureur

Annexe 4-2
ATTESTATION PROVISOIRE D'ASSURANCE
RESPONSABILITÉ CIVILE PROFESSIONNELLE
Exercice de la profession en qualité de salarié ou d'associé

Je soussigné (e) :
Qualité :
Adresse :
.....

Atteste au nom de la Compagnie d'assurances :

que Mme / Melle / M.
Adresse :
.....

qui sollicite son inscription à l'Ordre des Experts-Comptables de la région

est couvert (e) par le contrat d'assurance n° souscrit par la société d'expertise comptable /
le cabinet ,
Adresse de la société / du cabinet :
.....

par lequel il / elle bénéficiera des garanties conformes aux dispositions du décret n° 96-49 du
22 janvier 1996, pris en application de l'article 17 de l'Ordonnance n° 45-2138 du 19
septembre 1945.

La prise d'effet de cette couverture sera la date de l'inscription à l'Ordre de la région Guyane.

Dès que nous aurons connaissance de cette date, nous adresserons directement au Conseil
régional de l'Ordre une attestation définitive.

La présente attestation a été délivrée pour être remise au Conseil régional de l'Ordre en vue
de compléter le dossier d'inscription.

Fait à
Le

Cachet Professionnel
et Signature de l'Assureur

code	diplôme		obtenu (année)	code	diplôme		obtenu (année)
Ecoles COMMERCIALES ET DE GESTION				études politiques et grandes écoles d'administration			
100	HEC	Option Finances et Comptabilité		130	ENSAE	Ecole Nationale de la Statistique et de l'Administration Économique	
101	HEC	Autres options					
110	ESSEC	Option Finances et Comptabilité		140	IEP	Institut d'Études Politiques de Paris - Section économique et financière	
111	ESSEC	Autres options					
120	ESCP	Option Finances et Comptabilité		141	IEP	Institut d'Études Politiques de Paris – Autres sections	
121	ESCP	Autres options		142	IEP	Institut d'Études Politiques de Province – Section Économique et Financière	
200	ESC	AMIENS, BORDEAUX, BREST, CHAMBERY, CLERMONT-FERRAND, DIJON, GRENOBLE, LA ROCHELLE, LILLE, LYON, MARSEILLE, MONTPELLIER, NANTES, NICE, NORMANDIE, PAU, POITIERS, REIMS, RENNES, ROUEN, SAINT-ETIENNE, TOULOUSE, TOURS, TROYES)		143	IEP	Institut d'Études Politiques de Province – Autres sections	
				150	INSEAD	Institut Européen d'Administration des Affaires (Fontainebleau)	
210	EAP	École Européenne des Affaires		160	MBA	Master of Business and Administration	
220	EDHE C	École du Haut Enseignement Commercial, Lille		170	Diplôme étranger	<i>Préciser :</i>	
230	ISG	Institut Supérieur de Gestion					
250	ICN	Institut Commercial de Nancy		ENSEIGNEMENT COMPTABLE SUPERIEUR			
260	ESLSC A	École Supérieure Libre des Sciences Comptables Appliquées		340	INTEC	Certificat de 1 ^{er} cycle de l'INTEC	
270	ISC	Institut Supérieur de Commerce		341	DECS- ETAT	Diplôme d'Études Comptables Supérieures – État (régime 1963)	
280	EBS	European Business School		342	DEFC- INTEC	Diplôme d'Études Financières et Comptables de l'INTEC	
290	ESSCA	École Supérieure des Sciences Commerciales d'Angers		343	DES- INTEC	Diplôme d'Études Supérieures de l'INTEC	
300	IECS	Institut Européen d'Études Commerciales Supérieures, Strasbourg - Option Finances et Comptabilité		348	D.E.C. 73	Diplôme d'Expertise Comptable- (régime 1973)	
301	IECS	Id – Autres options		349	D.E.C. 81	Diplôme d'Expertise Comptable (régime 1981)	
310	ESG	École supérieure de gestion		350	Autres	<i>préciser :</i>	
320	ISA	Institut Supérieur des Affaires		354		Agrégation	
330	CPA	Centre de Perfectionnement des Affaires		355		Diplôme étranger	
				356	DECS- ETAT – 81	Diplôme d'Études Comptables Supérieures – État - (régime 1981)	

ENSEIGNEMENT COMPTABLE SUPERIEUR (suite)				ECOLES D'INGENIEUR (suite)			
371	CAPET						
380	DESCF-ETAT	Diplôme d'Études Supérieures Comptables et Financières – ETAT		500	ESPCI	Ecole Supérieure de Physique Chimie (Paris)	
				510	ENSAM	Ecole Nationale Supérieure des Arts et Métiers	
382	DECF-ETAT	Diplôme d'Études Comptables et Financières – ETAT		520		CENTRALE Lyon	
				530	INPG	Institut National Polytechnique de Grenoble	
384	DPECF-ETAT	Diplôme Préparatoire aux Études Comptables et Financières – ETAT		540	IDN	Institut Industriel du Nord	
				550	ISEP	Institut Supérieur d'Électronique de Paris	
386	DESCF-épreuve 13	D.E.S.C.F. sauf épreuve 14		560	INSA	Institut National des Sciences Appliquées	
				570	ISEN	Institut Supérieur d'Électronique du Nord	
387	DESCF-épreuve 14	D.E.S.C.F. sauf épreuve 13		580	CESTI	Centre d'Etudes Supérieures des Techniques Industrielles	
				590	ESTEE	École Supérieure d'Ingénieurs en Électronique et en Électrotechnique de Paris	
391		Diplôme d'aptitude aux fonctions de notaire					
392		Diplôme d'un institut régional d'administration – préciser lequel :		600	HEI	Hautes Études Industrielles, Lille	
				610	ESME SUDRIA	École Spéciale de Mécanique et d'Électricité	
397		Diplôme Union Européenne – Préciser :		620	ESTP	École Spéciale des Travaux Publics	
				630	ENSAIS	École Nationale Supérieure des Arts et Industries de Strasbourg	
398		Diplôme hors Union Européenne – préciser :					
950	BTS	Préciser :		640	ESCOM	École Supérieure de Chimie Organique et Minérale	
ECOLES D'INGENIEUR				650	ENSET	École Normale Supérieure de l'Enseignement Technique	
				660	ESFM	École Supérieure de Filature de Mulhouse	
400		POLYTECHNIQUE		670		Autres	
410		MINES Paris		UNIVERSITES			
411		MINES Saint-Étienne					
412		MINES Nancy		700		Doctorat d'État – préciser :	
420		PONTS et CHAUSSEES		710		Doctorat de 3 ^{ème} cycle – préciser :	
430		CENTRALE Paris		720		Doctorat d'Ingénieur – préciser :	
440	SUP AERO	École Nationale Supérieure de l'Aéronautique et de l'Espace		730	DEA	préciser :	
				750	DESS	préciser :	
450	INA	Institut National Agronomique		800	MSTCF	Maîtrise de Sciences et Techniques comptables et financières	
460	TELECOM	École Nationale Supérieure des Télécommunications					
470	ENSTA	École Nationale Supérieure des Techniques Avancées		810	MSG	Maîtrise des Sciences de Gestion	
480	SUPELEC	École Supérieure d'Électricité		820	MIAGE	Maîtrise de méthodes Informatiques Appliquées à la Gestion de l'Entreprise	
490		Diplôme étranger – Préciser :		830		Maîtrise en droit – préciser :	

universités (SUITE)			
840		Maîtrise en Sciences Économiques	
850		Maîtrise d'Information et de Communication (CELSA)	
860		Autres maîtrises – <i>préciser</i> :	
870		Licence en droit	
880		Licence en Sciences Économiques	
890		Autres licences – <i>préciser</i>	
900	DEUG	<i>préciser</i>	
920	DEUST	Diplôme d'Études Universitaires Scientifiques et Techniques	
930	DUT	Diplôme Universitaire de Technologie	
940		Diplôme étranger – <i>préciser</i>	
970		Autres – <i>préciser</i>	

OBLIGATIONS FINANCIERES DU FUTUR MEMBRE DE L'ORDRE

EXERCICE DE LA PROFESSION A TITRE LIBERAL

- Cotisations**
- Ordre pour l'année entière
 - Caisse Allocations Familiales
 - Caisse Assurance maladie (caisse mutuelle des professions libérales)
 - CAVEC (retraite vieillesse)
 - taxe professionnelle
 - assurance responsabilité civile professionnelle
 - possibilité de s'inscrire à une association agréée

EXERCICE DE LA PROFESSION A TITRE DE SALARIE UNIQUEMENT

- Cotisations**
- Ordre pour l'année entière
 - CAVEC

GERANT OU PRESIDENT D'UNE SOCIETE D'EXPERTISE (A TITRE EXCLUSIF)

- Cotisations**
- Ordre (à titre personnel et au nom de la société pour l'année entière)
 - CAVEC
 - assurance responsabilité civile professionnelle

- Sur la rémunération**
- Cotisations identiques à celles des salariés

ACTIVITE MIXTE : PARTIE ACTIVITE LIBERALE – PARTIE ACTIVITE SALARIEE DE SOCIETE D'EXPERTISE
COMPTABLE

- Au titre de l'activité libérale**
- Cotisations à l'Ordre pour l'année entière
 - Cotisations allocations familiales
 - Cotisations assurance maladie
 - Retraite vieillesse (CAVEC)
 - Taxe professionnelle
 - Assurance responsabilité civile professionnelle
 - Possibilité de s'inscrire à une association agréée

- sur la rémunération salariale**
- Cotisations identiques à celles des salariés

Les cotisations professionnelles indiquées ci –avant et pour chaque régime d'activité **sont obligatoires.**

Adresses

CAVEC - 21 Rue de Berri, 75403 Paris cedex 08 – Tel : 01.44.95.68.12

Assurance responsabilité civile professionnelle :

- Toute compagnie d'assurance de votre choix
- Contrat groupe de la profession souscrit auprès de **COVEA RISKS** – Courtier à contacter : **VERSPIEREN** –
Département des Professionnels du chiffre – 57 Rue de Villiers – 92200 Neuilly sur Seine – Tel 01.49.64.12.02 -
Fax : 01.49.64.12.17 – site : <http://www.verspieren.com> - e-mail : dpc@verspieren.com